

Réduction des coûts :  
**Va-t-il falloir bientôt  
payer pour travailler ?**

*l'étincelle*

TECHNOCENTRE  
Renault  
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 12 novembre 2014

# *Violences policières, violences sociales*

« Mourir pour des idées est relativement stupide et bête. » C'est tout ce qu'a inspiré la mort de Rémi Fraisse au président PS du Conseil général du Tarn, Thierry Carcenac. C'est sûr que pour ce politicien, faire quoi que ce soit pour des idées serait incongru : il se contente d'appliquer les directives de ses commanditaires patronaux. Rémi, lui, avait des idées et il manifestait pour les défendre.

## ***Les casseurs sont ceux qui lancent les grenades***

Sa mort a suscité l'indignation. À Rennes et à Toulouse, les manifestations ont été interdites. À chaque fois, plusieurs centaines de jeunes ont tenu tête et se sont rassemblés, sous haute surveillance. Il n'en fallait pas plus pour que le gouvernement nous refasse le coup des « casseurs ».

Jeudi 6 et vendredi 7 novembre, des lycéens révoltés par les violences policières ont débrayé puis battu le pavé de la capitale. Le gouvernement n'a pas osé donner ses flics contre ces jeunes. Pas une vitrine cassée, pas une voiture endommagée. Dans les manifestations ou dans les grèves, les fauteurs de violence sont bien souvent du côté de la police.

## ***Le Medef décide, le gouvernement exécute***

Ces violences policières ne sont pourtant qu'un aspect de l'ensemble des violences sociales. Car le patronat n'a besoin ni de matraque ni de « grenade offensive » pour licencier des milliers de salariés et ruiner des régions entières.

Le Parti socialiste, comme l'UMP avant lui, a mis tous les moyens financiers de l'État au service des patrons. Les milliards du pacte de responsabilité, la suppression des cotisations à la branche famille de la sécu, la promesse – la seule que Hollande va tenir – de ne pas augmenter les impôts pour les riches, sont les mesures phares du budget 2015. L'austérité s'applique uniquement aux classes populaires.

## ***Enfin, le PS croit encore en la lutte des classes... et nous aussi !***

Les patrons vivent certes de subventions, mais surtout de l'exploitation. Et, là encore, le gouvernement est du côté du patronat. Aide juridique en détricotant la législation pour allonger le temps de

travail, augmenter la précarité, réduire les salaires, couper les vivres aux plus précaires. Aide politique en relayant la propagande sur le « coût du travail », en expliquant qu'il faut que les salariés soient plus « compétitifs », qu'il faut en finir avec les 35 heures et diminuer l'emploi public. Dernière en date, Valls a dénoncé l'existence même du CDI comme une inégalité vis-à-vis des nombreux salariés en CDD !

C'est bien de lutte des classes qu'il s'agit. Si dernièrement l'avantage est au patronat, les salariés ont montré les dents à de nombreuses occasions : postiers, cheminots, pilotes d'Air France, ainsi que dans le privé contre les licenciements et les suppressions d'emplois. Là aussi, le gouvernement a choisi son camp en envoyant ses flics contre les grévistes et les manifestants.

## ***Manifestons le 15 novembre à 14 h, place Denfert-Rochereau à Paris***

Ce qui manque pour inverser le rapport de forces, ce n'est pas le nombre ou la colère, mais bien la convergence derrière des objectifs communs. Un tel mouvement se heurtera à de vives réactions du gouvernement. Il s'agira alors d'étendre nos luttes afin d'opposer à la violence sociale de la bourgeoisie notre véritable force : celle du nombre.

***C'est pour cela que nous serons dans la rue le 15 novembre, lors des manifestations appelées par le collectif 3A, regroupant des syndicats et des organisations de gauche contre l'austérité.***

Ce sera une occasion de mettre en avant l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous sans perte de revenus et l'augmentation des salaires et minima sociaux d'au moins 300 € par mois. Comme d'habitude, des marchands d'illusions expliqueront qu'il s'agit de patienter jusqu'à 2017 et de bien voter. Mais, dans la rue, nous aurons des choses bien plus urgentes et sérieuses à dire !

## Vie privée : on ne déclarera pas forfait

C'est bientôt la fin des abonnements Office Zone pour les téléphones mobiles professionnels. A la place, une facture mensuelle sera envoyée au domicile du salarié, qui devra fournir un RIB et une autorisation de prélèvement à SFR. Un mélange vie professionnelle/vie privée plus que douteux !

Renault ne prendra à sa charge que les appels entre fixes et mobiles Renault en France (coût 2€/mois). Le reste sera facturé à la seconde ou à l'unité (sms) et payé par Renault jusqu'à 9€/mois. Si la facture dépasse, le salarié en sera de sa poche. A lui d'en prouver le motif professionnel. En attendant un éventuel remboursement, le montant sera prélevé sur son compte bancaire. Si la direction voulait qu'on lui rende son téléphone mobile, elle ne s'y prendrait pas autrement.

## ECO2 : l'arbre qui cache la forêt

Le critère « Informatique ECO2 », un des indicateurs servant à fixer le montant de la Prime de Performance Etablissement, ne serait pas bon. Le remède pour gagner plus : imprimer moins de mails, nous encouragent la direction et certains syndicats ! Restrictions sur le nombre de PC, les déplacements, les remboursements de mission, nouveaux forfaits GSM, pool taxi insuffisant... Il devient de plus en plus difficile de travailler. Pourtant dans d'autres domaines, la direction ne regarde pas à la dépense, comme pour la soirée VIP au Mondial de l'Auto...

## Mutuelle/Sécu : les vases communicants

La date limite pour renvoyer son dossier d'affiliation et ses demandes de dérogation à la mutuelle obligatoire approche. Quant aux tarifs de la mutuelle, ce n'est qu'un début : ils risquent d'augmenter à mesure que la Sécurité Sociale baisse ses remboursements. Pour preuve, le budget de la Sécu 2015 prévoit encore 9,6 milliards d'économies sur le dos des assurés : baisse de la prime de naissance, expérimentation d'« hôtels hospitaliers »... Alors que les exonérations de cotisations pour les patrons ne cessent d'augmenter, ce sont les salariés qui trinquent... à la santé des assureurs.

## Seris sur le gâteau : des licenciements

Depuis le 3 novembre, la société Seris a repris la sécurité des sites Renault de la Région Parisienne. Au Technocentre, un quart des salariés Samsic a refusé de signer chez Seris un contrat au rabais, d'où un manque actuel de personnel formé. Les récalcitrants ont été convoqués par Samsic à des entretiens en vue de « sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement » ! C'est pourtant Samsic qui est en faute et doit proposer des reclassements. Un appel à la grève a forcé Samsic à reculer sur ces sanctions. Il n'y a que le rapport de force qui compte.

## Mon patron, ce héros !

Lors des *BFM Awards*, une nouvelle breloque a été épinglée au veston déjà lourd de Carlos Ghosn : le Grand Prix du manager 2014. Le premier ministre, Manuel Valls, le lui a remis en célébrant un de ces patrons « *optimistes et pas toujours en train de se plaindre* ». C'est sûr qu'avec son salaire...

## Une tache sur son CV

Un ex-chef d'UET de Lardy vient d'arriver au Technocentre, à la DEA-TO (secteur performance, planning et ressources). Il ne sera pas regretté à Lardy : juste avant son départ, il a pesé de tout son poids pour licencier un membre de son équipe, en prises à de grandes difficultés personnelles, pour de prétendues insuffisances professionnelles, alors qu'il était connu pour ses compétences techniques. Nous voilà prévenus.

## Nissan : les dessous du miracle

Nissan a contribué pour 436 millions d'euros aux résultats de Renault, au 3<sup>e</sup> trimestre 2014. Une contribution en augmentation par rapport à l'année dernière. Mais à quel prix ? Ghosn, en arrivant chez Nissan en 1999, avait commencé par supprimer 21 500 emplois dans le groupe, fermé 5 usines au Japon, et lancé une guerre des coûts ultra violente. Résultat : une baisse continue des effectifs au Japon (88 000 salariés temps plein dans le Groupe en 2000, contre 67 000 en 2012), une explosion des temps partiel et des contrats temporaires au Japon et à l'étranger, des conditions de travail aggravées ... Les travailleurs de Nissan subissent les mêmes attaques que ceux de Renault : à quand l'alliance ?

## Les frontières ne sont pas où l'on croit

Le 29 octobre dernier, 70 % des salariés de l'usine Renault de Tanger et 100 % des salariés de la Somaca (filiale de Renault) étaient en grève, selon M'Hamed Tazi, le directeur de communication de Renault Maroc. Ce mouvement a eu lieu dans le cadre d'une grève générale contre des projets du gouvernement visant officiellement à réduire le déficit public : recul de l'âge de départ à la retraite, augmentation de certains impôts directs et de la TVA... Pas si différent de ce que l'on connaît ici.

## L'art de la com'

Une toile de Fernand Léger, *Les constructeurs*, a été exposée dans les ateliers de Renault Flins pendant une semaine. L'initiative vient du gouvernement qui veut rapprocher culture et monde du travail. C'est sûr que les salariés ont de moins en moins de temps et d'argent à consacrer à la culture. L'accord de compétitivité Renault a supprimé 18,5 jours de RTT par an aux salariés de Flins. La direction peut bien leur octroyer 30 mn pour admirer ce tableau.